

# LE TEMPS

---

**Dettes publiques** Mercredi 22 février 2012

## La Grèce respire mais le spectre du défaut subsiste

Par Richard Werly Bruxelles

**La Grèce respire mais le spectre du défaut subsiste L'aval, mardi à l'aube, au deuxième plan d'aide ne lève que les incertitudes les plus urgentes. Les bourses et les analystes ont d'ailleurs signifié leurs doutes pour le long terme**

L'aval donné mardi à l'aube à Bruxelles au second plan d'aide à la Grèce par les ministres des Finances de l'Eurogroupe, après plus de treize heures de discussion, met fin à un long feuilleton à suspense.

Le principe de ce second plan, d'un montant de 130 milliards d'euros, avait été acté fin octobre 2011. Et son report commençait à entacher la crédibilité du «pacte budgétaire» pour une meilleure maîtrise des dépenses publiques, que 25 pays de l'UE sur 27 (Royaume-Uni et République tchèque exceptés) doivent signer lors du sommet européen des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> mars.

Le cas grec n'est pas pour autant réglé. Des compromis ont dû être arrachés aux pays les plus réticents à avaliser ce second plan d'aide comme l'Allemagne, les Pays-Bas ou la Finlande, effrayés par une étude montrant l'insoutenabilité, à long terme, de la dette publique hellénique. Un rapport présenté par la troïka (Commission, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international) estime que l'objectif de ramener la dette grecque à 120,5% du produit intérieur brut en 2020 reste hypothétique. La perspective d'une faillite du pays d'ici là n'est, en clair, pas écartée.

La principale caractéristique de ce sauvetage grec est de combiner, d'une part, une réduction drastique de 107 milliards d'euros de la dette détenue par les créanciers privés et, d'autre part, de mettre à la disposition des autorités helléniques 130 milliards à taux réduits jusqu'à la fin de 2014. Ce second volet devrait être financé à 70% par le Fonds européen de stabilité financière, dont la capacité d'emprunt se trouvera dès lors largement entamée. «On adosse la Grèce à un mur de liquidités», résume un expert de la Commission.

La crédibilité de ce plan très compliqué tient surtout au caractère contraignant des mesures réaffirmées par l'Eurogroupe. La «task force» de la Commission présente sur place sera renforcée et surveillera de près son exécution. Les intérêts des prêts consentis à Athènes seront bloqués, puis réinvestis dans le pays sous contrôle communautaire. Trente milliards d'euros, sur les 130 octroyés, seront alloués aux créanciers privés pour «lisser» leurs pertes: 24,4 milliards seront injectés pour recapitaliser les banques grecques.

Pour la plupart des analystes, l'accord est un soulagement à court terme, mais la crise de la zone euro est loin d'être terminée. A défaut d'empêcher à coup sûr une faillite de la Grèce, l'assistance européenne vise au moins à la contenir et à l'étaler dans le temps. Les experts regrettent l'absence de tout projet de relance économique pouvant créer des emplois, donner un coup de fouet à la consommation et, in fine, apporter de la croissance.

UBS se félicite que les négociations ne se soient pas soldées par un échec. Mais l'accord ne fait

qu'éviter une faillite désordonnée de la Grèce et ne répond pas à de nombreuses questions. A Bruxelles, l'institut Bruegel doute de la capacité de la Grèce à mettre en œuvre le programme d'austérité. En Grèce même, alors que des responsables gouvernementaux se félicitent de la solidarité européenne, de nombreux citoyens se disent résignés et incertains pour le futur. Preuve des doutes, les places boursières et le marché des changes ont semblé ignorer l'accord tant attendu, mardi.

**LE TEMPS** © 2012 Le Temps SA